

Unité bi-départementale Calvados - Manche
477 Boulevard de la Dollée
BP 70271
50001 SAINT-LÔ

SAINT-LÔ, le 22/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VEOLIA RECYCLAGE VALORISATION NORMANDIE

Z.A. La Renaizière
61790 - ST PIERRE DU REGARD -

Références : 2023-820
Code AIOT : 0005301741

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2023 dans l'établissement VEOLIA RECYCLAGE VALORISATION NORMANDIE implanté B.P. 7 - La Minoterie 50420 Tessy-Bocage. L'inspection a été annoncée le 06/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un accident est survenu dans l'établissement en 2019. L'incendie du site a été provoqué par un camion en feu chargé de déchets.
Le bâtiment de stock de déchets situé sur la plate-forme en bas de l'établissement a été détruit en totalité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VEOLIA RECYCLAGE VALORISATION NORMANDIE
- B.P. 7 - La Minoterie 50420 Tessy-Bocage
- Code AIOT : 0005301741
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Cette installation classée pour la protection de l'environnement a une activité de transit de déchets non dangereux (rubrique n°2714 de la nomenclature es installations classées). Elle est soumise aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 et de l'arrêté préfectoral du 05 juin 1999.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification de l'activité du site
- Vérification des prescriptions de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 et de l'arrêté préfectoral du 25 juin 1999.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Volume, susceptible présent dans l'installation	Arrêté Préfectoral du 25/06/1999, article 4	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Sans objet
3	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	Sans objet
4	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est toujours en activité de transit de déchets, les volumes constatés lors de l'inspection sont inférieurs aux capacités maximales de l'arrêté préfectoral. L'exploitant souhaite garder le bénéfice de son arrêté préfectoral, il est en phase de réflexion pour augmenter les volumes de transit de déchets.

A partir du 1 semestre de l'année 2024, l'exploitant va louer une partie de la parcelle de son installation à une association. Cette association n'a aucun lien avec les activités relevant de la réglementation des installations classées.

Un géomètre est intervenu pour délimiter les parcelles. Des travaux seront réalisés pour continuer à répondre aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018, notamment sur la rétention des eaux susceptibles d'être polluées.

Un dossier de cessation partielle d'activité sera transmis par l'exploitant au service des installations classées pour l'environnement.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour répondre aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 et de l'arrêté préfectoral du 1999 lié à l'activité de transit de déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volume, susceptible présent dans l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/1999, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Volume dans l'établissement
Prescription contrôlée : Le volume susceptible d'être présent sur le centre de tri est supérieur ou égal à 1 000 m ³ . Le volume d'activité annuel moyen est de 23 000 tonnes. La capacité maximale de stockage sur site est de 300 tonnes. Le volume ne doit pas dépasser 200 m ² de métaux non dangereux. Le volume de stockage de bois ne doit pas dépasser 300 M ³
Constats : Il a été constaté lors de cette visite d'inspection la présence dans l'établissement d'une trentaine de bennes DIB, bois, papiers, cartons, plastiques, textiles d'un volume de 15 m ³ ou de 30 m ³ , soit un volume total d'environ de 600m ³ environ. Aucune présence et d'activité de transit de métaux non dangereux
Observations : Lors de la visite, les volumes constatés sur site sont inférieurs aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 25/06/1999. L'exploitant souhaite garder le bénéfice de l'arrêté préfectoral du 25/06/1999, il est en phase de réflexion pour augmenter son activité de volumes de transit de déchets non dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : <ul style="list-style-type: none">- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :<ol style="list-style-type: none">1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m ³ /h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ; <ul style="list-style-type: none">- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des

<p>pelles.</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle</p>
<p>Constats :</p> <p>La ressource en eau dont dispose l'établissement est constituée par un poteau incendie situé en face du site, au débit de 126 m3/H à la pression de 5,5 bars, situé à moins de 100 mètres de l'établissement.</p> <p>La caserne des pompiers de TESSY est située à +/- 150 mètres de l'entrée du site.</p> <p>L'établissement répond aux prescriptions de l'AM du 6 juin 2018 (art. 9) dans la mesure où il est doté de moyens de lutte contre l'incendie <u>appropriés aux risques</u> : 11 extincteurs portatifs répartis sur site et 1 extincteur sur roues 90 kG (eau + additif) ,</p> <p>La vérification annuelle des extincteurs date du 02/02/2023. Le rapport de cette vérification indique des non-conformités. La levée de non-conformité date du 11/04/2023</p>
<p>Observations :</p> <p>L'établissement répond aux prescriptions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Contrôle des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle des installations électrique a été fait le 10/02/2023.</p> <p>Aucune non -conformité n'a été constatée</p>
<p>Observations :</p> <p>L'établissement répond aux prescriptions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Consignes de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Consignes de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la</p>

nature des produits ou déchets présents.
Constats : L'exploitant a réalisé des fiches de consigne de sécurité (conduite à tenir en cas de fuite hydraulique et en cas d'incendie). Ces fiches sont à disposition des personnels de l'entreprise et sont affichées dans le bureau de l'établissement.
Observations : L'établissement répond aux prescriptions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018
Type de suites proposées : Sans suite